

Retraites : Une régression sans précédent

Les orientations gouvernementales en matière de protection sociale constituent une remise en cause de nos acquis sociaux. Le Collectif National pour les Droits des Femmes dénonce notamment celles concernant l'avenir des retraites : elles provoqueront une diminution considérable de leur montant, déjà très bas pour une majorité de femmes.

Une réforme est indispensable pour garantir le financement des retraites futures, mais elle ne doit pas passer par un recul des droits sociaux. Or, les choix du gouvernement ne vont pas réduire les inégalités sociales et les disparités qui subsistent entre femmes et hommes, bien au contraire.

Quelques mesures nous semblent particulièrement graves en ce qui concerne les droits des femmes à la retraite : diminution du taux de remplacement en cas de vie plus longue, pénalisation par des décotes sur les pensions en cas de durée de cotisation insuffisante, allongement de la durée de cotisation pour obtenir un taux plein alors que de nombreuses femmes ont encore des carrières " en pointillés ". Le maintien des avantages familiaux et de pensions de réversion sera loin de compenser ces mesures et d'assurer aux femmes une retraite décente. Par ailleurs ce sont là des mesures qui pérennisent un modèle social : celui de la femme au foyer.

Les propositions gouvernementales constituent une menace vis-à-vis de la solidarité entre les générations : elles conduisent à un appauvrissement général des générations actuelles et futures de retraité-e-s. Elles fragilisent le système par répartition et aggravent les inégalités.

Par conséquent, Le Collectif National pour les Droits des Femmes exige une véritable politique d'égalité face à l'emploi : égalité des salaires Femmes/Hommes, accès pour toutes et tous au temps plein, éradication de la précarité. Il exige également un véritable service public de la petite enfance permettant aux parents de bénéficier de modes de garde adaptés à leur activité professionnelle.

Les choix à faire dans le domaine du financement doivent garantir ce qui est essentiel : le système par répartition, un taux de remplacement amélioré pour tous, et en particulier pour les bas salaires, une plus grande redistribution des richesses produites qui ne pèsera pas plus que le financement des retraites ne l'a fait depuis les quarante dernières années. Cela consiste aussi à ouvrir la voie à une autre manière d'envisager le rapport au travail tout au long de la vie.

Le Collectif appelle donc à participer à toutes les initiatives qui se mettront en place pour défendre notre système de retraite contre les projets du gouvernement et du patronat. Ainsi nous participerons à la journée du 13 mai dans le cadre de l'action interprofessionnelle.

Collectif National pour les Droits des Femmes, 21 ter rue Voltaire, 75 011 Paris
Tél / fax : 01 43 56 36 48 - E-Mail : <colcadac@club-internet.fr>